

Oaxaca: la revanche dans les urnes?

Paru le Samedi 06 Mars 2010

PROPOS RECUEILLIS PAR BENITO PEREZ

MEXIQUE - Trois ans après l'écrasement de l'Assemblée populaire, l'Etat de droit demeure un mirage à Oaxaca, prévient Alba Cruz. Qui mise sur le scrutin de juillet. Oaxaca entrevoit-il la fin du potentat d'Ulises Ruiz? Trois ans après la répression de l'Assemblée populaire (APPO), les citoyens de cet Etat du sud du Mexique sont appelés à renouveler leur gouvernement régional en juillet prochain. «Tous les partis se sont unis contre le gouverneur», se réjouit Alba Cruz, avocate et militante de l'ONG de défense des droits humains «Comité 25 Novembre». Pour les démocrates oaxaqueños, l'occasion est belle d'obtenir dans les urnes ce qu'ils avaient manqué dans la rue. En mai 2006, après une énième attaque contre des activistes sociaux, un large mouvement citoyen s'était levé pour en finir avec la corruption et la violence instituées par ce cacique du Parti de la révolution institutionnelle (PRI, ex-parti unique). Une révolte qui ne sera écrasée que six mois plus tard par l'intervention conjointe de l'armée fédérale, de la police et des paramilitaires du gouverneur. Quarante mois se sont écoulés depuis. Mais Alba Cruz est formelle: le pouvoir use toujours des pires moyens pour endiguer les protestations sociales. En toute impunité. Pour l'avocate, une lueur d'espoir vient toutefois de s'allumer, avec le récent acquittement de son client Juan Manuel Martinez, militant social bien connu, faussement accusé de l'assassinat du journaliste étasunien Brad Will, le 27 octobre 2006. Un signe de renouveau pour 2010?

Le Comité 25 novembre est une jeune ONG. Comment est-elle née?

Alba Cruz: Le comité naît du conflit de 2006 à Oaxaca. A ce moment là, l'ensemble des défenseurs des droits humains de l'Etat d'Oaxaca ont été criminalisés et décriés. Nous avons alors senti le besoin de nous regrouper. Nous avons cherché le soutien symbolique de personnalités indépendantes et reconnues dans l'Etat, afin de poursuivre notre travail de défense des victimes et de surveillance des autorités.

Quelle situation observez-vous sur ce front?

L'année 2006 s'est soldée par un très grave bilan. On a compté vingt-six morts, dont aucun n'a été puni par la justice. On a aussi dénombré 502 arrestations arbitraires et 246 personnes torturées. Mais les violations se poursuivent. Quatre membres de radios

communautaires nées de la révolte de 2006 ont été assassinés par des paramilitaires. En 2009, on a documenté trente-cinq cas de tortures par les seuls militaires basés dans la région sous prétexte de lutter contre le narcotrafic. Nous-mêmes avons été régulièrement menacés de mort depuis 2007. Nos locaux ont été attaqués, ainsi que le domicile d'une de nos membres. On a même essayé de nous provoquer des accidents...

Quelles sont les motifs de la majorité des violations des droits humains commises à Oaxaca?

Une partie des violations constatées résultent des mégaprojets économiques que certaines entreprises développent dans la région. L'Etat d'Oaxaca attire beaucoup d'investissements miniers, hydrauliques, énergétiques ou même touristiques. Si des communautés s'opposent à ces projets, elles vont être criminalisées, on va faire pression pour qu'elles abandonnent la lutte. Dans la majorité des cas, toutefois, les violations ont des motifs directement politiques. C'est précisément sur ces cas que nous travaillons.

Où se recrutent la plupart des coupables?

Les responsables sont les autorités politiques et des groupes paramilitaires constitués dans le but de dissuader la protestation sociale.

Des procédures judiciaires sont-elles engagées contre eux?

Oui, mais elles ne donnent pas de résultat. Le seul procès qui a été mené à son terme a été celui de l'assassinat [du journaliste d'Indymedia] Bradley Will, car le gouvernement des Etats-Unis a fait pression sur les autorités mexicaines. Une personne, dont j'assume la défense, est en prison depuis 15 mois, malgré le fait qu'elle a déjà été disculpée du meurtre¹. Nous craignons désormais que le procureur ne se retourne contre un autre militant social pour l'accuser à son tour.

Le reporter d'Indymedia assassiné près d'une barricade était pourtant proche – physiquement et politiquement – de l'Assemblée populaire...

Il a été tué dans une fusillade, prétendument à bout portant, ce qui accrédirait la culpabilité d'un membre de l'APPO. Selon le procureur, le mobile du crime était d'aggraver le conflit. En fait, des contre-expertises ont démontré que Brad Will avait été touché par deux balles tirées à longue distance.

La police aurait voulu le faire taire et cacher la répression?

Non. Je crois que le but était bien de faire monter la tension. C'est en tout cas la thèse d'un rapport de la Cour suprême de justice de la nation (lire ci-contre), qui accuse le gouvernement de l'Etat d'Oaxaca d'avoir planifié le meurtre dans ce but, avec l'aide de l'Etat fédéral.

Cette enquête a-t-elle eu des conséquences?

Aucune. Au Mexique, tout le monde connaît la responsabilité d'Ulises Ruiz dans les violences, et pourtant rien ne change, il est toujours au pouvoir, et la justice ne l'a pas inquiété...

Comment Juan Manuel Martínez s'est-il retrouvé impliqué dans cette affaire?

Juan Manuel est très connu dans sa communauté. Il est notamment engagé au sein de l'Eglise catholique, et l'on sait qu'il y a une grande dévotion catholique à Oaxaca et au Mexique en général. Juan Manuel avait créé une organisation regroupant vingt-trois quartiers de la municipalité de Santa Lucia et s'était présenté aux municipales un an auparavant... En le désignant comme suspect, les agents fédéraux voulaient se débarrasser d'un activiste et donner une leçon aux autres.

Comment voyez-vous l'avenir politique et social à Oaxaca?

Il y a une forte attente à l'approche des élections de juillet 2010. Ce seront les premières depuis le conflit et, pour l'heure, il semble qu'il n'y aura que deux candidats (lire ci-contre). L'ensemble de l'opposition tient un discours unitaire, estimant ne plus pouvoir accepter un gouverneur comme celui que nous avons eu ces six dernières années.

Ne craignez-vous pas une fraude électorale?

Oui, cette crainte est constante. Précisément, Ulises Ruiz est surnommé «el Mapache mayor» (le fraudeur en chef, en argot mexicain, ndlr) par ses propres collègues de parti . Il a été l'opérateur des plus grosses fraudes électorales qu'a connues le pays tout entier. Beaucoup de candidats priistes (membres du PRI, ndlr) comptent sur lui à l'heure de se faire élire... Pour stopper ce type de pratiques, il est important que, dans les autres pays, on sache ce qui se passe réellement ici. Il y a trop souvent un a priori positif sur le Mexique car ce pays a des institutions démocratiques. Or des violations graves des droits humains y ont lieu et il ne peut y avoir de démocratie sans respect des droits humains. Pour cela, un accompagnement international est nécessaire, nous avons besoin d'observateurs et de pression internationale. I

Note : 1 Juan Manuel Martínez a été libéré le 18 février dernier, quelques jours après la réalisation de cette interview. En savoir plus: <http://comite25denovembre.org>